

PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES PROCEDURES
ENVIRONNEMENTALES

ARRETE

N° 2647/2007

Autorisant l'augmentation de la capacité annuelle d'exploitation du centre de tri de déchets ménagers et industriels banals de la société BARISIEN à VAUDONCOURT

**LE PREFET DES VOSGES,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 18 et 20,

VU l'arrêté préfectoral n° 3433/2001 du 11 décembre 2001, autorisant la société BARISIEN à exploiter un centre de tri de déchets ménagers et industriels banals,

VU la demande déposée le 11 juin 2007, par laquelle la société BARISIEN demande une augmentation de sa capacité de tri de déchets ménagers et industriels banals sur son site de VAUDONCOURT,

VU le rapport et projet d'arrêté en date du 16 juillet 2007 établis par l'inspection des installations classées pour présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, dans sa séance du 5 septembre 2007,

VU le projet d'arrêté adressé à l'exploitant pour observations éventuelles le 6 septembre 2007 ;

CONSIDERANT qu'en date du 24 septembre 2007, l'exploitant n'avait formulé aucune remarque sur ce document ;

CONSIDERANT que les modifications de l'établissement sont non notables,

SUR proposition de M. le Secrétaire de la Préfecture des Vosges,

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 1 de l'arrêté n° 3433/2001 est remplacé par l'article suivant :

ARTICLE 1

La société BARISIEN dont le siège social est sis 2 rue de la Saulnière à 54800 CONFLANS-EN-JARNISY, et les bureaux situés 14 rue Gambetta – BP 26 – 54152 BRIEY, représentée par son Président Directeur Général, est autorisée, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter une unité de traitement et valorisation par triage d'emballages ménagers, journaux, magazines et cartons et de déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages, sur le territoire de la commune de VAUDONCOURT, au lieudit " Derrière Grand Bois " parcelle ZB 38 sur une surface de 61 445 m².

La société BARISIEN est en outre agréée au titre de l'article 7 du décret 94-609 du 13 juillet 1994 pour l'exercice de l'activité de valorisation par tri de déchets d'emballages (papiers, cartons, plastiques, bois, métaux et verre).

1.1. Activités autorisées

Les activités faisant l'objet de la présente autorisation sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

| Rubrique | Désignation de l'activité | Paramètres | Classement |
|----------|--|---|------------|
| 167 A | Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : A. Station de transit | Chaîne de tri sur Déchets Industriels Banals. * capacité journalière : 100 tonnes * capacité annuelle : 15 000 tonnes | A |
| 322 A | Ordures ménagères et autres résidus urbains (stockage et traitement des) : A. Station de transit à l'exclusion des déchetteries mentionnées à la rubrique 268 bis | Installation de transit de déchets pré-triés - cartons - papiers - verres | A |
| 98 bis C | Caoutchouc élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) : C. : Installés sur un terrain isolé, bâti ou non situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers : la quantité entreposée étant supérieure à 150 m ³ | Le bâtiment isolé sera situé à plus de 50 m des tiers. Volume de matières stockées environ 150 m ³ | D |
| 2662.b | Matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant : b. supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ | Stockage de plastiques de 150 m ³ en balles compactées. | D |

A : activité soumise à autorisation

D : Activité soumise à déclaration

1.2. Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées à l'article 1.1. ci-avant.

1.3 Référence au Plan Départemental d'Elimination des Déchets

Les dispositions du présent arrêté sont conformes au Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et assimilés en vigueur. Cette conformité sera vérifiée à chaque nouvelle révision du plan.

ARTICLE 2

L'article 8.1 de l'arrêté n° 3433/2001 est remplacé par l'article suivant :

La capacité maximale annuelle de l'installation est de 15 000 tonnes, la capacité journalière moyenne est de 56 tonnes, la capacité maximale journalière est de 100 tonnes.

Un stockage maximal de 60 tonnes de déchets en attente de tri, de 10 tonnes de refus et de 300 tonnes de produits triés est autorisé.

ARTICLE 3

Le titre III (article 9.1 à 9.10) : « Dispositions particulières concernant le compostage » est abrogé.

ARTICLE 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de Neufchâteau, l'Inspecteur des installations classées et le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BARISIEN et dont une copie sera déposée à la Mairie de VAUDONCOURT et pourra y être consultée.


Une copie de cet arrêté sera affiché à la Mairie de VAUDONCOURT pendant une durée minimum d'un mois et en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire.

Un avis sera également inséré, par les soins du Préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

ARTICLE 5 :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L. 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

EPINAL, le 24 SEP. 2007

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges

Gilles CANTAL

